



démocratie
& spiritualité

21 rue des Malmaisons, 75013 Paris
Tél : 01 45 85 29 87
Courriel : info@democratie-spiritualite.org
Site : <http://www.democratie-spiritualite.org>

Lettre N° 139 d'octobre 2015

L'agenda

L'éditorial

- L'Europe en quête d'inspiration pour redéfinir sa feuille de route

Résonances spirituelles

- La vie est le sens

Démocratie et spiritualité, paysage religieux

- Églises, mosquées et lieux de culte en France, *Jean de Saint Guilhem*
- Etude des sciences religieuses et accès aux bibliothèques des institutions religieuses, *Jean-Marie Gourvil*
- Démocratie et Spiritualité à la journée Alternatiba de Grenoble, *Jean Claude Serres et Régis Moreira*

Échos d'ailleurs

- Les Semaines sociales de France : les religions, un atout face à la mondialisation ?, *JC Devèze*

Informations diverses

Pour recevoir La Lettre par courriel, cliquer sur ce lien, puis sur « Faire une demande d'adhésion » au groupe de la lettre pour la recevoir.

Pour recevoir la lettre par courrier, MERCI DE PARTICIPER AUX FRAIS pour faire vivre notre association. Ecrire alors à l'association et joindre un chèque de 30 € par an à l'ordre de Démocratie et spiritualité.

L'agenda

Les soirées conviviales au 250 bis Boulevard Saint-Germain (75007) (digicode extérieur : 12A16 ; intérieur dans le hall: 62401 ; salle au premier étage)

- lundi 9 novembre, de 19h à 21h : **rencontre-débat avec Patrick Brun** qui nous présentera le livre qu'il a dirigé : « *A la rencontre des milieux de pauvreté, de la relation personnelle à l'action collective, l'action des volontaires permanents du Mouvement ATD Quart Monde* »

Méditations interspirituelles le mercredi 28 octobre, 25 novembre, 9 décembre, de 18h15 à 19h15, au Forum 104, 104 rue de Vaugirard (75006)

Groupe "cheminements" : le 24 novembre de 16h30 à 18h30 dans la salle Gandon, 21 rue des Malmaisons, Paris, 75013.

Formation sur la « boussole de D&S » : le samedi 21 novembre dans nos locaux 21 rue des Malmaisons, Paris, 75013. Merci de vous inscrire.

Conseil d'administration de D&S : le lundi 18 janvier de 15h 30 à 18h30 au 250 bis Boulevard Saint-Germain (75007)

Préparation de l'Université d'été 2016 (26, 27, 28 août à Lyon) : le lundi 16 novembre à 15H30 dans nos locaux 21 rue des Malmaisons, Paris, 75013. Son thème en sera « *Défis et promesses du multiculturalisme* ».

L'éditorial

L'Europe en quête d'inspiration pour redéfinir sa feuille de route

L'Europe, comme la France, est à un moment charnière de son histoire, les problèmes s'accumulant sans qu'une dynamique commune permette de les surmonter et d'ouvrir de nouvelles perspectives.

Certaines causes sont bien connues : élargissement de l'Union à de nombreux pays sans que le socle commun soit assez consolidé ; zone Euro en panne faute de politiques économique, sociale et fiscale convergentes ; couple franco-allemand plus assez moteur ; crise économique et rigueur financière favorisant la montée des extrêmes ; flux de migrants non maîtrisable suscitant des peurs ; etc.

D'autres questions sont plus difficiles à traiter avec objectivité. L'Europe décrite par le pape François, lors de son discours au parlement européen le 25 novembre 2014, n'est-elle que fatiguée, blessée, pessimiste, repliée, vieillie, comprimée ? Quelle confiance réciproque subsiste entre des nations égoïstes et des peuples submergés par des intérêts mis au « *service d'empires inconnus* » ? Quel équilibre trouver entre des nations qui ont des problèmes à régler et une Europe qui les aide à progresser et à trouver leur place dans la mondialité ? Comment une Europe qui privilégie des droits individuels multiples peut-elle faire face au défi de musulmans qui trouvent leurs repères dans leur culture marquée par l'islam ?

Mme Merkel le 7 octobre à Strasbourg a plaidé pour l'importance de « *s'en tenir à nos valeurs* » tandis que François Hollande rappelait que « *le nationalisme, c'est la guerre* » et que « *le souverainisme, c'est le déclinisme* ». Mais, au-delà de ces belles paroles, les européens attendent toujours de leurs leaders politiques une vision et un projet qui permettent de ne pas en rester, pour chaque dossier brûlant, à des compromis sans cesse à rediscuter. Comme nous le montre l'exemple de la société civique tunisienne couronnée par le prix Nobel de la Paix, ceci

nécessite le dialogue entre forces civiques et partis dans chaque pays et en Europe pour définir une feuille de route qui ne soit pas qu'économique et sécuritaire.

Le dialogue à tous les niveaux est plus que jamais nécessaire pour retrouver l'inspiration qui donnera sens à la reprise de la construction européenne. C'est la seule façon de mobiliser l'espérance des citoyens et leur capacité d'agir individuellement et collectivement pour le respect des personnes et pour le bien commun. L'enjeu des prochaines années, c'est que, grâce à ce dialogue, l'Union européenne définisse mieux son rôle et sa place dans la nouvelle mondialité et qu'elle s'organise à cet effet avec l'adhésion des citoyens. La manière dont nous saurons prendre en charge la question des migrants sera à cet égard emblématique.

Le Bureau

Résonances spirituelles

La vie est le sens

*La vie n'a pas de sens, ni sens interdit, ni sens obligatoire.
Et si elle n'a pas de sens, c'est qu'elle va dans tous les sens et déborde de sens, inonde tout.
Elle fait mal aussi longtemps qu'on veut lui imposer un sens,
la tordre dans une direction ou dans une autre.
Si elle n'a pas de sens, c'est qu'elle est le sens.*

CHRISTIANE SINGER (*"Où cours-tu? Ne sais-tu pas que le ciel est en toi"* Poche)

Pour trouver un sens dans la vie, ne faut-il pas sortir du bougisme ? Ce « "bougisme" frénétique, nous dit Jean-Claude Guillebaud, "produit des effets désastreux. Pourquoi ? Parce qu'il profane délibérément certaines nécessités humaines comme la lenteur, le silence, la stabilité, la rumination, le calme, le non-faire,.... Pour ne rien dire de cette intériorité minimale, de cette intimité inviolable, sans laquelle il n'y a pas de réalité humaine. Ce qu'il y a d'humain, ce qui nous permet d'exister en tant qu'être cohérent et équilibré passe par un minimum d'immobilité et de permanence. Aux obsédés du "bougisme", il faut répondre : laissez-nous vivre ! ».

Ne faut-il pas aussi sortir de trop d'idéalisme, de notre désir que le monde soit conforme au sens rêvé de notre vie ?

Démocratie et spiritualité, paysage religieux

Églises, mosquées et lieux de culte en France

Jean de Saint Guilhem

Faut-il laisser certaines églises se transformer en mosquées ? Dalil Boubakeur fait cette proposition dans son livre *Lettre ouverte aux Français*, sorti au mois de juin. Le tollé qu'elle a provoqué est l'occasion de faire un point plus serein.

Il existe aujourd'hui 45 000 églises catholiques, dont 38 000 sont toujours légalement affectées au culte, mais aussi 4 000 lieux de culte protestants, 420 synagogues, 150 églises orthodoxes, 2 450 mosquées (plus 300 en construction) et environ 380 lieux de culte bouddhistes.

Cette situation pose bien évidemment problème pour deux raisons principales :

- On estime aujourd'hui, à partir de sources diverses et avec encore une certaine approximation, qu'il existe un peu moins de 3 millions et demi de catholiques pratiquants¹, pour environ deux millions de musulmans pratiquants.

¹ Qui vont à la messe au moins une fois par mois
La Lettre de D&S N° 139 d'octobre 2015

C'est-à-dire seulement une fois et demie de plus, pour 14 fois plus d'édifices culturels. Il manque des mosquées en France, c'est évident.

- S'ajoute à cela le fait que seules les églises sont entretenues par les communes et les cathédrales par l'État, avec donc une charge financière qui dépasse les capacités des collectivités dans bien des cas. Les autres édifices culturels sont à la charge des propriétaires pour la construction et l'entretien.

La question financière débouche sur une interrogation de principe sur la loi de 1905. Pour les uns, celle-ci doit traduire la neutralité absolue de la République ; pour d'autres l'État doit garantir un exercice effectif de la religion, et donc le cas échéant aider à la construction de lieux de culte. Au grand désespoir de certains juristes, le Conseil d'État et le Conseil Constitutionnel semblent partager cette seconde approche².

Il faut également mentionner deux cas particuliers : celui des synagogues en Alsace, historiquement présentes dans chaque petite ville et que le Consistoire ne peut plus entretenir ; celui du refus implicite d'ouvrir les églises catholiques aux orthodoxes.

Pour en revenir au culte musulman, beaucoup d'élus, sous la pression électorale bien souvent, ont cherché à contourner l'interdiction de subventionnement pour aider la construction d'une mosquée sur leur territoire.

Ces contournements ont pris trois formes : la garantie des emprunts contractés par les associations religieuses, l'octroi de subventions pour financer la construction des parties «culturelles» des édifices culturels (bibliothèques, salles de lecture), la mise à disposition des terrains constructibles par la conclusion de baux emphytéotiques administratifs culturels³.

Un très récent rapport sénatorial pointe des « dérives » dont les conséquences sont de moins en moins acceptées par nos compatriotes : manque de transparence sur l'origine des autres financements, en particulier des pays du golfe, vus comme le cheval de Troie de l'intégrisme ; clandestinité de certains lieux...

Pour autant les élus n'utilisent que rarement la voie du déclassement de leurs d'églises⁴, et une seule fois, à Graulhet, pour une transformation en mosquée⁵. Lorsqu'il est prononcé, il débouche la plupart du temps sur la vente des édifices ou leur reconversion en lieu culturel, et non sur leur destruction (depuis le 1er janvier 2000, seulement 19 églises ont été démolies en France). Ce n'est pas le cas par exemple au Royaume-Uni où, entre 1969 et 2011, l'Église anglicane a fermé 1 872 églises.

On voit là les limites de la position des élus qui, tout en contournant la loi de 1905, se déclarent à la quasi unanimité (97% selon l'étude TNS Sofres annexée au rapport du sénateur Maurey du 15 mars 2015) hostiles à la construction de nouveaux lieux de culte, mosquées ou églises évangéliques, ou à leur cession au profit d'autres cultes.

C'est que, chez les Français, y compris non pratiquants ou même sans convictions religieuses, persiste le sentiment d'une identité de la France liée au catholicisme ou à la chrétienté, incarnée par les églises qui jalonnent l'histoire et le territoire. Ces derniers seraient 67 % à s'opposer à ce que les églises vides deviennent des lieux de culte musulmans, selon un sondage Ifop pour Valeurs actuelles. On aurait tort de se moquer de cette attitude.

En définitive on voit bien que le débat sur la transformation d'églises en mosquées est une mauvaise réponse, un raccourci facile, qui ravit certains « laïcistes » car il heurte de manière polémique les convictions des croyants catholiques ou musulmans, mais qui se révèle l'œuvre d'apprentis sorciers qui n'avaient pas mesuré la portée de leurs propositions : aussitôt instrumentalisés par les politiques, Nicolas Sarkozy en tête signant la pétition « touche pas à mon église », il a provoqué des réactions ambiguës de la hiérarchie catholique. Certes une église vide à vocation à redevenir pleine, mais il est évidemment illusoire de penser que cela puisse être le cas des 38 000 édifices dans un avenir proche. De plus en plus de lieux de culte vont se retrouver dans les fichiers d'agents immobiliers, c'est certain.

De toutes manières la montée en puissance de DAESH semble reléguer au second plan la question posée par D Boubakeur. Quel élu prendrait le risque de la transformation de son église dans le contexte terroriste actuel ?

Démocratie et Spiritualité doit-il pour autant se désintéresser de la question initiale ? Sans doute non.

Le cas d'une chapelle ou d'une église désaffectée dont une communauté musulmane solliciterait l'usage auprès des autorités religieuses et communales peut à nouveau se produire dans les années qui viennent.

² Le Conseil d'État (arrêt du 19 juillet 2011, Mme Vayssière) et le Conseil constitutionnel (QPC du 21 février 2013, décision n°2012-297) ont « assoupli » la règle de non subventionnement des cultes au motif qu'elle aurait connu trop de dérogations pour avoir valeur constitutionnelle. Les Hautes juridictions ont jugé que l'obligation de neutralité religieuse de l'État était un accessoire du principe constitutionnel de laïcité et qu'il incombait avant tout aux autorités publiques de garantir la liberté de religion, y compris en soutenant éventuellement la construction de nouveaux lieux de culte pour compenser les difficultés financières d'une communauté religieuse.

³ Sur 190 lieux de culte musulmans en chantier (ou inaugurés depuis 2011), on constate que 114 projets ont été rendus possibles grâce à la cession d'un terrain municipal. Ainsi le projet de grande mosquée de Tours a-t-il débuté grâce à une vente de terrain à un prix dérisoire (7,5 €/m²) et une promesse de subvention « culturelle » à hauteur de 2,5 millions d'euros.

⁴ Légal lorsqu'elles peuvent être considérées comme désaffectées, sous le contrôle du juge administratif assez strict en pratique.

⁵ Je mets à part les deux exemples de prêts d'une chapelle, l'un par les sœurs de St Joseph à Clermont Ferrand – qui est achevé – et l'autre – en cours – à Lille. Dans les deux cas le lieu était la propriété de la communauté et non de la mairie.

A Bussy St Georges les lieux de culte catholiques, bouddhistes, musulmans et juifs se côtoient sans difficulté, comme dans le quartier de Javel à Paris. Si les parties sont dans un esprit de respect mutuel, résultat par exemple de liens anciens, la cession ou le prêt pourraient intervenir, sous certaines conditions.

Parmi celles-ci, l'exigence d'un dialogue inter religieux, qui pourrait par exemple se concrétiser par une réflexion partagée sur les personnages communs aux trois religions, patriarches ou prophètes. Un conseil avec des représentants des communautés et de la collectivité devrait être constitué et pourrait être saisi à la demande d'une des parties.

Étude des sciences religieuses et accès aux bibliothèques des institutions religieuses

Jean-Marie Gourvil

Dans le document de travail de D&S, Religions et spiritualités, des ressources pour le vivre ensemble républicain, nous avons émis une série de propositions classées qu'il faudrait approfondir et concrétiser, en particulier :

3A3 : Rendre accessible dans un grand nombre d'universités publiques, le patrimoine des religions et des spiritualités en mettant à disposition des fonds documentaires conséquents.

3A4 : Créer dans un grand nombre d'universités publiques des départements de sciences religieuses permettant l'accès des étudiants à un travail de recherche sur les religions et les spiritualités, et permettant un travail pluridisciplinaire.

3B5 : Que les ressources des religions (monastères, centre d'études théologiques, bibliothèques diverses) soient mises à la disposition de tous, qu'elles deviennent des lieux d'animation et d'éducation à la bienveillance réciproque.

Le constat.

La formation approfondie sur les questions religieuses et spirituelles est assurée en France dans les institutions religieuses (séminaires et écoles des réseaux monastiques ou dans les centres équivalents pour les autres religions comme les instituts protestants de théologie).

Les questions religieuses sont abordées également dans certains rares départements universitaires se spécialisant dans la littérature ou l'histoire religieuse comme certaines sections de l'EPHESS, quelques rares universités publiques (citons à titre d'exemples le centre de recherche sur les mystiques Rhéno-flamands de l'Université de Lorraine, ou celui intitulé de façon soft « Espaces et cultures » de l'Université de Clermont qui a beaucoup publié sur l'histoire du franciscanisme), le réseau des Universités catholiques a aussi une forte activité en ce sens.

Le public touché reste cependant très faible. Bon nombre d'étudiants en Lettres ou sciences humaines n'ont pas la possibilité d'acquérir de réelles connaissances religieuses et spirituelles, ils n'ont pas accès à cet héritage important de l'histoire de l'Humanité et n'ont pas accès au travail critique sur les textes. La littérature produite par les grands spirituels de notre histoire est largement inaccessible au grand public et ne donnent que rarement lieu à de réels travaux critiques dont pourraient bénéficier les étudiants de toutes disciplines. Les psychologues par exemple n'ont aucune information sur la façon dont les questions de l'âme ont été traitées dans les siècles qui ont précédé Pinel ou Freud.

Par ailleurs de nombreux monastères, couvents ou séminaires possèdent des bibliothèques importantes avec des fonds documentaires remarquables. La fermeture de nombreuses institutions monastiques catholiques amène certains lieux à remplir le rôle de centre d'archives (citons les archives des capucins réunis à Paris, celles des bénédictins qui émigrent vers l'Abbaye de Solesmes, celles des bénédictines vers le monastère de Rouen et celui des Ursulines vers Angers etc...). La bibliothèque des capucins de Paris a la chance de pouvoir bénéficier d'un personnel compétent et de pouvoir ouvrir ses salles au grand public. Les lieux d'archivages monastiques et spirituels sont, sauf exception, peu accessibles au grand public alors qu'ils constituent des mines d'or pour des étudiants, des professeurs et un grand public désireux d'accéder à une connaissance réelle des religions et des spiritualités.

Le grand public a souvent accès à une information sur les spiritualités dans des réseaux plus ou moins marginaux autour de librairies, de stages, de personnalités charismatiques, ou en fréquentant certains mouvement religieux plus ou moins aptes à assumer une réelle transmission. Notons que le clergé catholique par exemple a une très faible connaissance de l'histoire de la spiritualité chrétienne et que les courants qui se veulent fidèles à la tradition ne souhaitent qu'une restauration de l'Église de France du XIXème, période baptisée alors de « traditionnelle » au grand dam de tout historien.

Cette question ne concerne pas que le christianisme, mais l'ensemble des religions et des spiritualités. Il faudrait vérifier la capacité de certains imams à transmettre une vision complète de l'islam, on peut se poser la même question pour tous les « prêcheurs ».

Cette situation entraîne un déficit majeur de connaissances des religions, de connaissance des spiritualités et des auteurs spirituels par l'ensemble des étudiants et donc par les futurs professionnels et professeurs ainsi que du grand public. Les connaissances religieuses de nos concitoyens étant sommaires, ceci provoque des jugements et des stéréotypes qui ne facilitent ni le vivre ensemble, ni les cheminements personnels.

Une action pour D&S ?

D&S pourrait initier avec des partenaires une campagne d'opinion en vue du développement en France de départements universitaires de sciences religieuses (ailleurs qu'à Strasbourg et dans les Universités catholiques) avec la création de fonds documentaires appropriés. Dans tous les pays occidentaux, les universités possèdent des départements de sciences religieuses qui permettent de poursuivre un cursus spécialisé ou le plus souvent qui permettent aux étudiants de multiples disciplines de prendre quelques crédits de cours sur une question religieuse ou spirituelle qui les intéresse dans le cadre de leur formation.

D&S pourrait initier avec des partenaires une campagne d'opinion en vue de faciliter l'accessibilité à des lieux de ressources disponibles appartenant souvent à des institutions religieuses, mais sous-employées et difficilement accessibles aujourd'hui au grand public, faute d'archivistes, fautes d'animateurs et de pédagogues pouvant présenter les richesses de ces fonds documentaires et permettre l'accès à de grands auteurs de l'histoire.

Il serait possible de faire avancer les deux perspectives de façon conjointe, dans une même synergie. Les Universités pourraient permettre aux étudiants de diverses disciplines d'accéder à des cours sur le fait religieux et sur les spiritualités, avec l'appui d'établissements religieux ouvrant leurs portes dans le cadre de conventions passées avec les universités proches ; certains pourraient devenir des lieux annexes de formation et d'enseignement, en lien avec les universités, et offrir avec elles des formations continues ou des cycles de conférences pour un public plus large.

A titre d'exemple, citons :

- Le centre d'études théologiques de Caen bénéficie d'une bibliothèque remarquable, les séminaristes étant formés sur Rennes depuis 2015, cette bibliothèque cherche de nouveaux lecteurs. L'université de Caen a un fonds religieux extrêmement déficient. Un plan régional pourrait faciliter l'émergence d'une solution novatrice.
- La bibliothèque de l'Abbaye de Ligugé est exceptionnelle. Longtemps les étudiants de l'université de Poitiers pouvaient aisément venir y travailler. Cette opportunité est aujourd'hui fermée. Des étudiants s'en plaignant, une négociation régionale ne serait-elle pas envisageable ?

Une expérience :

Depuis presque 15 années, un groupe de lecture des Pères de l'Église se réunit à Caen une fois par mois, avec l'appui du Centre d'études théologiques. Le groupe œcuménique est ouvert à tous. Le travail se fait autour de textes, lus patiemment. En quelques années les participants ont acquis une capacité à se saisir de grands textes, ils n'ont plus peur d'une littérature qu'ils jugeaient trop spécialisée. L'une des participantes, professeur de Lettres dans un lycée, disait : « pourquoi nous a-t-on caché tout ceci durant si longtemps ? »

Démocratie et Spiritualité à la journée Alternatiba de Grenoble

Jean Claude Serres et Régis Moreira

Lors de la journée d'Alternatiba du 26 septembre (mouvement alternatif citoyen lancé en septembre 2014 au pays Basque), le groupe de Grenoble de D&S a apporté sa contribution. Pendant la phase de préparation de cette journée, la commission « *spiritualité* » a dû changer de nom compte tenu des violentes réactions suscitées par le mot spiritualité associé à religions ; pour certains, il n'avait rien à faire dans la démarche du changement proposé par Alternatiba, d'où la décision de renommer la commission de préparation et l'espace correspondant "vivre sa nature"...!

Avec Elisabeth Letz (personne engagée dans le dialogue inter-religieux), l'association de jeunes Coexister et D&S, nous avons organisé deux échanges interreligieux rassemblant plus de 35 personnes avec un rabbin (malgré le jour de shabbat), un imam, des personnes de culture musulmane, deux maîtres bouddhistes zen, des protestants, des catholiques (dont la représentante du diocèse en charge des relations avec les musulmans), des athées et autres....

Nous avons distribué les extraits de l'encyclique "*Laudato si*", la déclaration d'Istanbul des musulmans concernant l'environnement et la déclaration des représentants religieux français (catholique, protestant, orthodoxe, juif, musulman, bouddhiste). Nous avons en particulier noté l'impact positif du pape François et de son encyclique sur la prise de conscience écologique.

Nous avons proposé de témoigner autour de la thématique suivante : *quel témoignage chaque participant pouvait partager à propos de la question sur le climat, la spiritualité et la pratique du jeûne ?*

Pratique du jeûne et sobriété heureuse

Bouddhisme : Le Bouddha, après avoir testé le jeûne intégral, a conservé le principe d'un seul repas par jour végétarien quand l'environnement le permet ou non végétarien quand il y a peu de terre agricole comme au Tibet. Autre témoignage : la pratique de la diète associée à de la marche avec dénivelé, à de l'effort.

Islam : Le jeûne du Ramadan est très codifié : la dernière semaine, certains musulmans restent en continuité dans la mosquée. L'abus de nourriture chaque la nuit est une dérive de la bonne pratique. Le jeûne ne concerne pas seulement la nourriture, mais tout ce qui touche aux actions et pensées impures. La pratique du jeûne est à la fois un signe de purification, un enjeu pour la santé et aussi un partage du vécu de ceux qui souffrent de malnutrition ou famine.

Judaïsme : Trois points ont été abordés : la nourriture casher, « la fête des cabanes (Souccot) » et le jour du shabbat. La nourriture casher est un enjeu important et difficile à respecter dans notre société d'alimentation industrielle (par exemple comment respecter des interdits religieux portant sur le lait et la viande ?). Le projet des « fêtes des cabanes » a une dimension interreligieuse, d'ouverture aux autres : vivre pendant une semaine dans un cadre naturel, même en ville avec des repas très naturels et un sommeil abrité par une cabane en bois. Le shabbat est un jour de repos complet (24h) et d'abstinence de toutes sortes (travail, connexion internet, etc.), consacré au respect du Créateur.

Catholicisme : Jeûne du vendredi et du carême qui sont un peu tombés en désuétude

Croyance non confessionnelle et athéisme : Dans notre société d'abondance, le jeûne, en lien avec la sobriété heureuse (promue par Pierre Rabhi), concerne des aspects de santé, de purification et de respect de la nature, de partage de manière juste et non destructrice des produits de la terre. Rejet de la nourriture industrielle et hors de saison ou de celle qui a beaucoup voyagé. Le jeûne est une activité quotidienne pour chaque être vivant qui peut se décliner par un « dé-jeûner » important au lever, puis un repas moins conséquent à midi, puis un repas léger le soir, au « souper », en fonction des besoins énergétiques du corps. A prendre en compte cette croyance fautive que le jeûne impose le repos. La pratique de sports d'endurance comme l'alpinisme se conjugue fort bien avec un jeûne quasi intégral pendant 10 à 20 heures à condition de préserver le corps par une activité adaptée au niveau de difficulté. La mesure est simple : pas de crampes ou de courbatures au retour (ce qui est le contraire de ce qui se pratique actuellement dans les « ultra trails »). Le jeûne ou sobriété heureuse concerne aussi tous les types d'activités intellectuelles, le besoin de déconnexion numérique, le choix des films et des lectures, etc. Cette approche est très voisine de la culture du « lean » (production « maigre ») et de la pratique du « kaizen » (amélioration continue, douce et graduelle, sans investissement, à petits pas en impliquant tous les acteurs du directeur à l'ouvrier) dans les industries et organisations depuis 1980 en Europe.

Lien entre spiritualité et climat ou environnement

Bouddhisme : Le climat, l'environnement et la personne ne font qu'un, il y a continuité. En se changeant soi-même, on change notre rapport au monde et chacun agit ainsi sur les autres. Chacun fait sa part avec humilité comme le colibri. Le respect de soi, des autres et le respect de l'environnement et de la vie en général sont un seul et même chemin. Plus de 20 responsables bouddhistes de toutes traditions ont publié une déclaration⁶ présentant leur vue spirituelle du changement climatique et la responsabilité urgente de trouver des solutions.

Islam : On peut reprendre à peu près le même état d'esprit. Le culte musulman a produit la déclaration d'Istanbul⁷ des musulmans sur le changement global.

Judaïsme : En août 2015, plus de 400 rabbins ont publié une lettre rabbinique⁸.

Catholicisme et représentants religieux : La phrase du jour : *Réchauffons nos cœurs pour éviter le réchauffement climatique.* Voir l'encyclique du pape François⁹ et le texte des représentants religieux pour qui la crise climatique est un défi spirituel et moral¹⁰.

Croyance non confessionnelle et athéisme : Quelle que soit la croyance en un Dieu transcendant (pour les croyants) ou immanent pour les athées. Le fait que chacun soit là est constaté, mais ne peut pas être expliqué au niveau du pourquoi. Les sciences le tentent au niveau du comment. L'environnement comme les sciences, les cultures, les arts, les textes sacrés et de sagesse sont des productions de l'humanité. Ils doivent être respectés comme tel.

Entre chrétiens, musulmans, juifs, bouddhistes, croyants universels, croyants sans religion et autres, nous avons eu des témoignages pleins de bienveillance et d'envie de se connaître ! En disant que ce qu'on appelle Dieu, l'Amour, la Vie, l'Univers, le Tout,... est bien plus grand que les religions qui peuvent être des chemins pour y accéder.

D'autant plus que ce n'est pas fini : Mounira, une femme musulmane, engagée dans la marche blanche d'Échirolles, nous a "réquisitionnés", à commencer par les jeunes de Coexister qui avaient un stand à côté de D&S, pour participer le vendredi 2 octobre à la grande rencontre étant la journée mondiale de la non-violence et le jour anniversaire de la première marche blanche suite au meurtre de Kévin et Sofiane à Échirolles, il y a 3 ans. Drame qui a inspiré la chanson de Calogéro « *Un jour au mauvais endroit* ».

Échos d'ailleurs

⁶ http://www.ecobuddhism.org/bcp/all_content/buddhist_declaration/

⁷ <http://islamicclimatedeclaration.org/islamic-declaration-on-global-climate-change/>

⁸ <https://theshalomcenter.org/torah-pope-crisis-inspire-400-rabbis-call-vigorous-climate-action>

⁹ <http://newsroom.unfccc.int/fr/bienvenue/le-pape-francois-publie-son-encyclique-sur-le-climat-et-lenvironnement/>

¹⁰ http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/07/01/la-crise-climatique-est-un-defi-spirituel-et-moral_4665976_3232.html

Cette rubrique se propose de se faire l'écho d'articles de presse, de livres ou d'autres formes d'expression (cinéma, théâtre, conférence) qui évoquent les liens et les tensions entre démocratie, spiritualité, culture, religion, politique. Nous vous invitons à l'alimenter de vos propres découvertes.

Semaines sociales de France : les religions, un atout face aux défis de la mondialisation ?

JC Devèze

Les 90e Semaines sociales de France se sont déroulés à l'UNESCO du 2 au 4 octobre 2015 sur le thème « *Religions et culture, ressources pour imaginer le monde* ». Vaste ambition qui a permis surtout d'aborder le thème de la religion comme un atout face aux défis de la mondialisation et de l'avenir de la planète, le dimanche étant consacré à l'encyclique du pape François *Laudatè si...*

La première journée a permis de se demander si « *l'interdépendance nous rend solidaire?* » Face à une maison commune qui va mal, qu'apportent la proclamation de 17 objectifs du millénaire pour le développement durable ou des conférences internationales pour lutter contre le dérèglement climatique et la dégradation de notre environnement ? En complément d'États qui ont perdu une part de leur pouvoir et du mal à rendre des comptes sur leurs dérives égoïstes, il est important de mobiliser pour le bien commun des Fondations (exemple de la lutte contre le SIDA), des entreprises, des organisations de la société civile, des citoyens du monde. Patrick Viveret a proposé de promouvoir l'édification d'une société civique¹¹ coopérative comme contrepoids à une hypermondialisation où prévalent les démesures (armes, drogue, spéculation...); pour lutter contre nos barbaries et contre le couple démesure-mal être, il a plaidé pour une conversion de chacun et de tous au service du peuple de la terre.

Bernard Perret a défendu le rôle des « *religions comme source d'espérance* », et non seulement comme supplément d'âme. Pour lui, comme pour Patrick Viveret, il faut lutter contre une mondialisation qui ne serait qu'économique ; il ajoute la dimension religieuse suivante : « *Si l'encyclique du pape (Laudato si..) a rencontré un tel écho, c'est parce qu'elle n'hésite pas à dire la gravité de la situation et les exigences qu'elle impose, souligne le socio-économiste Bernard Perret. Elle a prouvé le besoin d'une parole forte dont les politiques d'aujourd'hui semblent incapables.* » Surtout il nous rappelle que notre espérance, en attente d'événements porteurs de sens, doit devenir un enjeu commun avec nos contemporains.

La suite du programme a été très centré sur les religions, sur l'appui qu'elles apportent aux croyants pour leurs prises de conscience et leurs remises en cause, sur leur rôle dans la dénonciation des excès de la mondialisation, avec comme illustration l'encyclique verte du pape François.

En conclusion, trois avis sur ces semaines sociales très riches et très centrées sur le spirituel :

- un fil rouge essentiel : les religions, un atout face aux défis de la mondialisation si l'espérance se vit et se construit en leur sein et entraîne toute la société ;
- un parti pris très religieux qui pourrait limiter le dialogue avec les incroyants ;
- une partie du sujet peu abordée : les articulations entre culture et religion.

NB D&S a animé trois ateliers : un premier sur la construction de désaccords sur les migrations *en France et en Europe* (JC Devèze), le second intitulé « *à quelles conditions les religions peuvent être facteur de paix et non de conflits dans la mondialisation ?* » (JB de Foucauld) ; le troisième sur « *le croisement des savoirs comme démarche de construction d'un monde commun avec personnes fragiles, acteurs sociaux, experts ou chercheurs* » (Patrick Brun).

Informations diverses

¹¹ Il a cité le Pacte civique comme une des organisations oeuvrant en ce sens.
La Lettre de D&S N° 139 d'octobre 2015

- Le 31 octobre au matin, **JB de Foucauld** intervient au colloque Simone Weil sur le thème :
« *La radicalité chez Simone Weil* »

Au FIAP, 30 rue Cabanis 75014 (asso.simone.weil@netcourrier.com et robert.chenavier@wanadoo.fr)

- Le 5 novembre après-midi, **JB de Foucauld** intervient au colloque des Bernardins :
« *Le 21ème siècle sera spirituel ou ne sera pas !* »
- Le Rabbin Michaël Azoulay, rabbin de la Synagogue de Neuilly s/Seine, et Madame Jacqueline Cuhe, présidente de l'Amitié Judéo-Chrétienne de France, vous invitent à une soirée à deux voix : "*Je vais t'aider, mon Dieu...*"

Deux femmes, une juive-**Catherine Chalièr**, philosophe- et une musulmane- **Karima Berger**, présidente de l'Association *Écritures et Spiritualités* nous parlent de l'itinéraire spirituel de **Etty Hillesum** le jeudi 5 novembre 2015, 18h30, au Centre communautaire Jérôme Cahen, 44 rue Jacques Dulud, Neuilly s/Seine (métro Sablons)

Inscription préalable obligatoire par tél. 01 47 47 78 76, poste n°6 ou par mail : centrejeromecahen@gmail.com

- Dans le cadre du cycle « *Sagesses d'aujourd'hui : penser, créer, agir ensemble* », La Traversée vous invite le mardi 10 novembre 2015 à 19h30 à une soirée avec **Hugues Sibille** sur le thème :
« La Voie de l'innovation sociale : résister, penser, créer, agir ensemble »

Pour une meilleure organisation de la conférence, s'inscrire à l'avance par mail : info@la-traversee.org

- Le jeudi 19 novembre 2015 de 12 h 45 - 14 h à la Maison d'Eglise Notre Dame de Pentecôte (Sur le parvis de la Défense entre le CNIT et la BNP - Métro : La Défense 1, place de la Défense), dialogue entre un agnostique, un juif, un chrétien et un musulman (Jean-Paul Vanhoove, Michel Elbaz, Guillaume Burgelin et Slimane Tounsi) sur le thème :

« *La Solidarité comme outil de Dialogue* »

- Parution des « *Contes à gratter pour découvrir la richesse de la vie* » de notre ami Malek Boukerchi (*paru le 16 octobre 2015 aux éditions Jouvence*)
- *Le Monde des religions* vient de lancer un nouveau journal mensuel Laïcité&Religions.

A signaler l'interview d'Olivier Roy « *La laïcité est devenue une idéologie* ».

- *L'Église catholique peut-elle sauver la planète de l'apocalypse ?* Un article d'**Eric Lombard**

<http://www.ouvertures.net/blamont-arnould-eglise-catholique-peut-elle-sauver-la-planete-de-apocalypse/>